

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Michel | 68050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Daniel Prince, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Saint-Michel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 2 juin 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Michel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Michel au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Michel inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17 et S23-1 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport 'Faits saillants du maire pour l'exercice 2020', mais ne comprennent pas les états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus lorsqu'elles seront mise à notre disposition et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lecture des informations contenues dans le rapport 'Faits saillants du maire pour l'exercice 2020', nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous serons tenus de signaler le problème aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LLG CPA inc.¹

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1 CPA auditrice CGA, permis de comptabilité publique no A122500
Saint-Rémi, le 2 juin 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	4 000 000	4 124 904	3 935 059
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 000	12 308	12 047
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 345 500	538 276	840 940
Services rendus	5	224 000	212 580	356 358
Imposition de droits	6	220 500	295 841	263 369
Amendes et pénalités	7	10 000	19 472	12 038
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	30 000	27 472	42 902
Autres revenus	10	132 200	151 775	149 118
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 974 200	5 382 628	5 611 831
Charges				
Administration générale	14	717 750	804 847	765 656
Sécurité publique	15	856 000	1 006 236	984 082
Transport	16	639 050	1 071 613	1 026 633
Hygiène du milieu	17	554 400	1 035 138	1 163 086
Santé et bien-être	18	4 700	4 404	4 577
Aménagement, urbanisme et développement	19	343 850	322 878	291 046
Loisirs et culture	20	617 625	705 311	772 765
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	485 006	464 324	503 719
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 218 381	5 414 751	5 511 564
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 755 819	(32 123)	100 267
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 541 091	15 440 824
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		15 541 091	15 440 824
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 508 968	15 541 091

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	358 097	471 043
Débiteurs (note 5)	2	3 315 652	3 696 111
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 673 749	4 167 154
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 220 263	739 005
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	678 091	619 053
Revenus reportés (note 12)	12	166 619	227 418
Dettes à long terme (note 13)	13	14 502 724	14 688 224
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	16 567 697	16 273 700
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(12 893 948)	(12 106 546)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	28 359 690	27 538 870
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	34 105	31 170
Autres actifs non financiers (note 18)	21	9 121	77 597
	22	28 402 916	27 647 637
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	15 508 968	15 541 091

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 755 819	(32 123)	100 267
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 790 010)	1 707 513)
Produit de cession	3		1 000	
Amortissement	4		963 816	930 702
(Gain) perte sur cession	5		4 374	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(820 820)	(776 811)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(2 935)	6 608
Variation des autres actifs non financiers	11		68 476	(77 597)
	12		65 541	(70 989)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	2 755 819	(787 402)	(747 533)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(12 106 546)	(11 359 013)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(12 106 546)	(11 359 013)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(12 893 948)	(12 106 546)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(32 123)	100 267
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	963 816	930 702
Autres			
▪ Perte sur cession	3	4 374	
▪	4		
	5	936 067	1 030 969
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	380 459	54 712
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	59 038	(81 760)
Revenus reportés	9	(60 799)	61 249
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(2 935)	6 608
Autres actifs non financiers	13	68 477	(77 597)
	14	1 380 307	994 181
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 790 010)	(1 707 513)
Produit de cession	16	1 000	
	17	(1 789 010)	(1 707 513)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 396 542	740 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 592 882)	(810 400)
Variation nette des emprunts temporaires	25	481 258	447 563
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	10 839	(5 012)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	295 757	372 151
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(112 946)	(341 181)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	471 043	812 224
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	471 043	812 224
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	358 097	471 043

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code Municipal de la province du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs

Les actifs sont composés des actifs financiers et non financier ci-dessous:

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût, (méthode de l'épuisement successif) et de la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire en fonction des périodes suivantes:

INFRASTRUCTURES

Chemins, rues et ponts :	40 ans
Resurfaçage :	15 ans
Réseau d'éclairage :	20 ans
Terrain de jeux :	20 ans
Autres :	15, 20 et 40 ans

BÂTIMENTS : 40 ans

VÉHICULES : 10 et 20 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU

Ameublement :	10 ans
Équipement informatique :	5 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT

Égout:	20 ans
Voirie :	10 ans
Sécurité civile :	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs**Dettes à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

E) Revenus**Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisation déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	358 097	471 043
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	358 097	471 043
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	17 814	113 931
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	1 714 600	

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	209 562	173 411
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 752 341	3 028 775
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	49 356	246 772
Organismes municipaux	15	76 733	22 298
Autres			
▪ Mutations	16	49 323	25 033
▪ Divers	17	178 337	199 822
	18	3 315 652	3 696 111
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 382 172	2 550 402
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 382 172	2 550 402
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	39 878	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	37 096	31 853
Régimes de retraite des élus municipaux	42	10 341	13 752
	43	47 437	45 605

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose de deux marges de crédit pour les activités de fonctionnement, aux montants autorisés de 1 000 000 \$ et 1 000 000 \$, dont aucun montant et 910 000 \$ sont inutilisées respectivement au 31 décembre 2020.

Une autre marge de crédit au montant autorisé de 1 510 566 \$ sert de financement temporaire pour un projet qui sera financé à long terme, dont 643 101 \$ est inutilisé au 31 décembre 2020.

Elle dispose également d'une marge de crédit supplémentaire pour les activités d'investissement au montant autorisé de 246 772 \$, dont la somme de 197 416\$ est inutilisée au 31 décembre 2020.

11. Crédeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	372 044	255 693
Salaires et avantages sociaux	48	73 705	59 701
Dépôts et retenues de garantie	49	113 252	175 640
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	51	119 090	128 019
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	678 091	619 053

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	6 521	1 331
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	13 105	82 265
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Redevance carrière sablière	67	141 193	143 822
▪ Festival	68	5 800	
▪	69		
▪	70		
	71	166 619	227 418

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,46	3,51	2024	2045	72	14 527 200	14 732 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			2024	2024	78	8 961	
Autres					79		
					80	14 536 161	14 732 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(33 437)	(44 276)
					82	14 502 724	14 688 224

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres	
		d'amortissement	d'amortissement	acquisition		
2021	83		943 000	2 560		945 560
2022	84		970 700	2 560		973 260
2023	85		1 001 100	2 560		1 003 660
2024	86		6 099 400	1 281		6 100 681
2025	87		328 900			328 900
2026 et plus	88		5 184 100			5 184 100
	89		14 527 200	8 961		14 536 161
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		14 527 200	8 961		14 536 161

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		92
Assainissement des sites contaminés		93
Autres		
▪		94
▪		95
▪		96
▪		97
		98

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(12 893 948)	(12 106 546)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(12 893 948)	(12 106 546)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103				
Eaux usées	104	18 239 742			18 239 742
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	6 567 964	126 948		6 694 912
Autres					
▪ Parc et terrain jeux	106	764 885	253 725		1 018 610
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	3 488 366	144 331	(1 056 871)	4 689 568
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	797 999	10 242	13 436	794 805
Ameublement et équipement de bureau	112	125 940	13 217	(50 682)	189 839
Machinerie, outillage et équipement divers	113	703 555	211 184	(10 000)	924 739
Terrains	114	619 873	240		620 113
Autres	115				
	116	31 308 324	759 887	(1 104 117)	33 172 328
Immobilisations en cours	117	1 156 131	1 030 123	1 117 553	1 068 701
	118	32 464 455	1 790 010	13 436	34 241 029
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119				
Eaux usées	120	2 388 926	711 134		3 100 060
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	913 433			913 433
Autres					
▪	122	182 402			182 402
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	628 128	112 373		740 501
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	415 228	52 496	8 062	459 662
Ameublement et équipement de bureau	128	58 435	26 166		84 601
Machinerie, outillage et équipement divers	129	339 033	61 647		400 680
Autres	130				
	131	4 925 585	963 816	8 062	5 881 339
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	27 538 870			28 359 690
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133		10 242		10 242
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				10 242

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138		
	139		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141		

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪	142	9 121	77 597
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	9 121	77 597

Note**19. Obligations contractuelles**

Au 31 décembre 2020, la municipalité a des engagements contractuels pour le déneigement, la tenue à jour du rôle d'évaluation, la cueillette d'ordures et de recyclage, la location de divers équipements, la location de divers véhicules, le soutien technique pour divers logiciels, la réfection de l'aréna régional, des dons à un organisme ainsi que pour de l'entretien de la génératrice, au montant total de 1 336 976 \$ jusqu'en 2029. Les versements pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2021	590 052 \$
2022	424 245 \$
2023	90 103 \$
2024	72 649 \$
2025	65 032 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre d'une entente avec Kruger Énergie Montérégie S.E.C., la ville reçoit des contributions annuelles par éoliennes installées sur son territoire.

Les sommes à recevoir pour les prochains exercices s'élèvent à 100 000 \$.

2021	50 000 \$
2022	50 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2019 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2020.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	4 000 000	4 124 904		4 124 904	3 935 059
Compensations tenant lieu de taxes	12 000	12 308		12 308	12 047
Quotes-parts					
Transferts	280 500	489 129		489 129	253 189
Services rendus	224 000	212 580		212 580	356 358
Imposition de droits	220 500	295 841		295 841	263 369
Amendes et pénalités	10 000	19 472		19 472	12 038
Revenus de placements de portefeuille					
Autres revenus d'intérêts	30 000	27 472		27 472	42 902
Autres revenus	57 200	51 775		51 775	51 547
Effet net des opérations de restructuration					
	4 834 200	5 233 481		5 233 481	4 926 509
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts	2 290 000	49 147		49 147	587 751
Imposition de droits					
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres	75 000	100 000		100 000	97 571
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
	2 365 000	149 147		149 147	685 322
	7 199 200	5 382 628		5 382 628	5 611 831
Charges					
Administration générale	717 750	778 619	26 228	804 847	765 656
Sécurité publique	856 000	921 940	84 296	1 006 236	984 082
Transport	639 050	743 442	328 171	1 071 613	1 026 633
Hygiène du milieu	554 400	629 998	405 140	1 035 138	1 163 086
Santé et bien-être	4 700	4 404		4 404	4 577
Aménagement, urbanisme et développement	343 850	322 878	119 981	322 878	291 046
Loisirs et culture	617 625	585 330		705 311	772 765
Réseau d'électricité					
Frais de financement	485 006	464 324		464 324	503 719
Effet net des opérations de restructuration					
Amortissement des immobilisations		963 816	963 816		
	4 218 381	5 414 751		5 414 751	5 511 564
Excédent (déficit) de l'exercice	2 980 819	(32 123)		(32 123)	100 267

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 980 819	(32 123)	100 267
Moins : revenus d'investissement	2	(2 365 000)	(149 147)	(685 322)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	615 819	(181 270)	(585 055)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		963 816	930 702
Produit de cession	5		1 000	
(Gain) perte sur cession	6		4 374	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		969 190	930 702
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			75 537
Remboursement de la dette à long terme	17	(488 119)	(463 278)	(408 111)
	18	(488 119)	(463 278)	(332 574)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(75 000)	(179 610)	(39 933)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	46 800		
Excédent de fonctionnement affecté	21		46 800	54 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(99 500)	(24 500)	(24 500)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		10 838	(5 011)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(127 700)	(146 472)	(15 444)
	26	(615 819)	359 440	582 684
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		178 170	(2 371)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	149 147	685 322
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	68 147)	5 207)
Sécurité publique	3 (	126 559)	11 208)
Transport	4 (	1 145 297)	555 605)
Hygiène du milieu	5 (	47 340)))
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) )	3 115)
Loisirs et culture	8 (	402 667)	1 132 378)
Réseau d'électricité	9 ())))
	10 (	1 790 010)	1 707 513)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ())))
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	435 242	664 463
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	179 610	39 933
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		106 183
Réserves financières et fonds réservés	17	60 000	78 956
	18	239 610	225 072
	19	(1 115 158)	(817 978)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(966 011)	(132 656)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	1 290 550	1 325 209	1 268 342
Charges sociales	2	280 900	266 631	238 453
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 893 300	2 055 879	2 231 423
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	391 066	368 596	403 269
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec	9	80 000	75 040	85 953
et ses entreprises	10			
D'autres tiers	11	13 940	20 688	14 497
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	173 400	178 460	181 315
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	95 225	118 649	157 610
Amortissement des immobilisations	17		963 816	930 702
Autres				
▪ Mauvaise créance	18		41 783	
▪	19			
▪	20			
	21	4 218 381	5 414 751	5 511 564

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 60 713	22 615
Excédent de fonctionnement affecté	2 140 000	46 800
Réserves financières et fonds réservés	3 73 707	80 242
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (27 791)	(31 801)
Financement des investissements en cours	5 (1 004 590)	(9 614)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 16 266 929	15 432 849
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 15 508 968	15 541 091

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9 60 713	22 615
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	11
	11 60 713	22 615

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale		
▪ Appropriation du budget	12 140 000	46 800
▪	13	
▪	14	
▪	15	
▪	16	
▪	17	
▪	18	
▪	19	
▪	20	
	21 140 000	46 800
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	22	
▪	23	
▪	24	
	25	
	26 140 000	46 800

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	4 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	39 500
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	69 707
Organismes contrôlés et partenariats	40	40 742
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	73 707
	48	80 242
	47	73 707
	48	80 242

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020 **2019**

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite 49 ()()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 50 ()()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 51 ()()

Autres 52 ()()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 53 ()()

54 ()()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement 55 ()()

Assainissement des sites contaminés 56 ()()

Appariement fiscal pour revenus de transfert 57 ()()

Autres

▪ 58 ()()

▪ 59 ()()

60 ()()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux 61 ()()

Intérêts sur la dette à long terme 62 ()()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général 63 ()()

Utilisation du fonds de roulement 64 ()()

Mesure relative aux frais reportés 65 ()()

Autres

▪ 66 ()()

▪ 67 ()()

68 ()()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ 69 ()()

Frais d'émission de la dette à long terme 70 (61 228)(76 077)

Dette à long terme liée au FLI et au FLS 71 ()()

Autres

▪ 72 ()()

▪ 73 ()()

74 (61 228)(76 077)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement 75 33 437 44 276

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement 76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de

portefeuille à titre d'investissement liés au FLI 77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement

liés à des emprunts de fonctionnement 78

Autres

▪ 79

80 33 437 44 276

81 (27 791)(31 801)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 64 352	28 965
Investissements à financer	83 (1 068 942)	(38 579)
	84 (1 004 590)	(9 614)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 28 359 690	27 538 870
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 28 359 690	27 538 870
Ajustements aux éléments d'actif		
	91	
	92 28 359 690	27 538 870
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (14 502 724)	(14 688 224)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (33 437)	(44 276)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 2 382 172	2 550 402
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 61 228	76 077
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (12 092 761)	(12 106 021)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (12 092 761)	(12 106 021)
	101 16 266 929	15 432 849

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	44	
Pour la réserve de restructuration	45	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	46	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	() ()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	() ()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	() ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	() ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81		
▪	82		
	83		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	84		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	85	() ()	
Rendement espéré des actifs	86		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	87		
Charge de l'exercice	88		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	90		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	91		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	92		
Prestations versées au cours de l'exercice	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	94		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	95		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	96		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	97		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	98	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	99	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	100	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	101	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	103	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	104		
Autres hypothèses économiques	105		
▪			
▪			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
Les employés permanents de la municipalité participent à un REER. La municipalité verse une contribution égale à celle de l'employé qui adhère au REER de 2 % à 4 % du salaire brut des employés en fonction de leur ancienneté.			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	37 096	31 853
Autres régimes	116		
	117	37 096	31 853

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	6	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	3 036	3 209
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	10 341	13 752
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	10 341	13 752

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 075 000	3 120 227	2 868 064
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 075 000	3 120 227	2 868 064
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	189 000	190 247	190 971
Matières résiduelles	13	320 000	322 771	393 980
Autres				
Cours d'eau	14		61 160	62 527
	15			
	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		15 959	16 179
Service de la dette	18	416 000	414 540	403 338
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	925 000	1 004 677	1 066 995
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	925 000	1 004 677	1 066 995
	27	4 000 000	4 124 904	3 935 059

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	2 868	2 809
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	9 440	9 238
	36	12 000	12 047
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	12 000	12 308
			12 047
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	12 000	12 308
			12 047

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		32 748
Sécurité incendie	55	10 000	1 179
Sécurité civile	56		14 500
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	131 000	59 290
Enlèvement de la neige	59		31 521
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	70 000	61 335
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	50 000	21 463
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	19 500	31 118	17 500
Activités culturelles				
Bibliothèques	88		3 908	
Autres	89			
Réseau d'électricité				
	90			
	91	280 500	177 114	196 996

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	780 000	28 847	516 351
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 510 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	20 000	15 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	300	56 400
Autres	128		
Réseau d'électricité			
	130	49 147	587 751

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	72 477	56 193
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
Dotation spéciale de fonctionnement	138	28 778	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140	210 760	
	141	312 015	56 193
TOTAL DES TRANSFERTS	142	538 276	840 940

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	33 000	120 412	52 557
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	33 000	120 412	52 557
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité				
	183			
	184	33 000	120 412	52 557

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	1 500	351	7 158
	188	1 500	351	7 158
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
	206		1 176	22 997
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212		20 396	16 934
	213		21 572	39 931

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	185 000	69 555	253 802
Activités culturelles				
Bibliothèques	224			
Autres	225	4 500	690	2 910
	226	189 500	70 245	256 712
Réseau d'électricité				
	227			
	228	191 000	92 168	303 801
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	224 000	212 580	356 358

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	20 500	24 064	19 660
Droits de mutation immobilière	231	200 000	271 777	243 709
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	220 500	295 841	263 369
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	10 000	19 472	12 038
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	30 000	27 472	42 902
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		(4 374)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	132 200	156 149	149 118
	247	132 200	151 775	149 118
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	113 950	99 900	99 900	113 865
Grefe et application de la loi	2	9 500	4 388	4 388	12 771
Gestion financière et administrative	3	554 300	635 103	26 228	600 205
Évaluation	4	40 000	39 228	39 228	38 815
Gestion du personnel	5				
Autres	6				
*	7				
	8	717 750	778 619	26 228	804 847
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	452 000	468 526	468 526	492 620
Sécurité incendie	10	396 400	446 514	79 615	477 972
Sécurité civile	11	7 100	6 609	6 609	8 518
Autres	12	500	291	4 681	4 972
	13	856 000	921 940	84 296	1 006 236
TRANSPORT					
Réseau routier	14	370 250	460 724	328 171	788 895
Voirie municipale	15	244 300	224 304	224 304	248 615
Enlèvement de la neige	16	20 000	19 134	19 134	21 096
Éclairage des rues	17		34 735	34 735	13 037
Circulation et stationnement					
Transport collectif					
Transport en commun	18	4 500	4 545	4 545	16 318
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	639 050	743 442	328 171	1 071 613
					1 026 633

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
23					
Réseau de distribution de l'eau potable					
24					
Traitement des eaux usées	115 400	101 068	4 137	105 205	116 507
25					
Réseaux d'égout	73 600	98 940	401 003	499 943	539 459
26					
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	320 000	120 631		120 631	147 441
27					
Élimination		108 431		108 431	127 430
28					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
29					
Collecte et transport		64 190		64 190	108 363
30					
Tri et conditionnement		29 464		29 464	20 579
31					
Matières organiques					
Collecte et transport					
32					
Traitement					
33					
Matériaux secs					
34	5 000				11 166
Autres					
35					
Plan de gestion					
36					
Autres	20 000	85 945		85 945	83 549
37					
Cours d'eau					
Protection de l'environnement					
38					
Autres	20 400	21 329		21 329	8 592
39					
	554 400	629 998	405 140	1 035 138	1 163 086
40					
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social					
41					
Sécurité du revenu					
42					
Autres	4 700	4 404		4 404	4 577
43					
	4 700	4 404		4 404	4 577
44					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	324 250	306 268	306 268	272 119
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	19 600	16 610	16 610	18 927
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	343 850	322 878	322 878	291 046
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	199 850	203 142	287 387	302 381
Patinoires intérieures et extérieures	54	14 450	6 428	6 428	7 147
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	47 900	56 663	56 663	51 054
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	190 750	139 214	139 214	191 635
	60	452 950	405 447	489 692	552 217
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	93 300	119 604	152 699	54 296
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	42 400	39 899	39 899	41 129
Autres	65	28 975	20 380	23 021	125 123
	66	164 675	179 883	215 619	220 548
	67	617 625	585 330	705 311	772 765

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme		469 116	432 798	432 798	450 498
Intérêts					
Autres frais	70	1 950	10 838	10 838	38 724
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	13 940	20 688	20 688	14 497
Autres	73	485 006	464 324	464 324	503 719
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
			963 816 (	963 816 (
	75				

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	47 340	
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 109 731	553 565
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	253 725	
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	144 331	1 028 735
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	10 242	
Ameublement et équipement de bureau	18	13 217	23 422
Machinerie, outillage et équipement divers	19	211 184	4 220
Terrains	20	240	97 571
Autres	21		
	22	1 790 010	1 707 513

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	47 340	
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	1 363 456	553 565
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	379 214	1 153 948
	34	1 790 010	1 707 513

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 276 129	212 003	5 064 126
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 905 969	435 170	7 089 863
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	12 182 098	463 279	12 153 989
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 550 402	246 772	2 382 172
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	2 550 402	246 772	2 382 172
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	2 550 402	246 772	2 382 172
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15			
Autres	16			
	17			
	18	2 550 402	246 772	2 382 172
	19	14 732 500	681 942	14 536 161
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	14 732 500	681 942	14 536 161

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	14 536 161
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 068 942
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	2 382 172
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	13 222 931
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	13 222 931
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	13 222 931
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	13 222 931
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	39 500	38 639	38 327
Autres	3	31 000	31 827	30 074
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	13 000	10 912	12 530
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	6 500	6 133	6 373
Transport collectif	9			
Autres	10	4 500	4 545	16 318
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	20 400	21 329	8 592
Cours d'eau	13			11 166
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	15 000	18 466	15 794
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	4 700	4 404	4 577
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	16 200	20 466	15 776
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	19 600	16 610	18 927
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 000	5 129	2 861
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	173 400	178 460	181 315

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 790 010	1 707 513
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 790 010	1 707 513

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1	6,40	40,00	13 318,00	460 935	88 046	548 981
2						
3	5,51	37,00	10 598,00	254 630	52 780	307 410
4	9,76	40,00	20 295,00	367 783	79 169	446 952
5	23,18	5,00	6 026,00	158 569	31 668	190 237
6						
7						
8	44,85		50 237,00	1 241 917	251 663	1 493 580
9	7,00			83 292	14 968	98 260
10	51,85			1 325 209	266 631	1 591 840

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable				
Traitement des eaux usées				
Réseaux d'égout				
Autres				
	11			
	12			
	13			
	14			
	15			
	16	419 278	17 000	38 247
	17	419 278	17 000	38 247
				63 751
				63 751
				538 276
				538 276

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 761	4 353
	4	2 761	4 353
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	31 650	16 215
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	31 650	16 215
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	15 176	6 327
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	15 176	6 327
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	364 160	437 591
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	364 160	437 591
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	50 577	39 233
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	50 577	39 233
Réseau d'électricité			
	40		
	41	464 324	503 719

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean-Guy Hamelin	Maire	18 509	9 255	5 147	2 569
Marcel Roy	Conseiller	6 170	3 085		
Patrice Lirette	Conseiller	6 170	3 085		
Patrick Phaneuf	Conseiller	6 170	3 085		
Catherine Lefebvre	Conseiller	6 170	3 085		
Mario Guérin	Conseiller	6 170	3 085		
Claude Poupart	Conseiller	6 170	3 085		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ | | 200 000 \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|---|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | |

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____		\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____		\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____		\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____		\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____		\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	_____		\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020			22 <u>30 040</u> \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020			25 _____ \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020			28 _____ \$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020			31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020			38 _____ \$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020			41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input type="checkbox"/>	43 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44 _____		\$
b) autres formes d'aide	45 _____		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ 17 000 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ 120 094 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ 120 094 \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- afficheurs de vitesse, asphaltage, travaux tranchée drainante
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____ 2021-02/62
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____ 2021-02-09
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ 2019-10/288
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2019-10-08
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

- a causé sa mort

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

64 _____

65 _____

66 _____

67 _____

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Michel | 68050 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au trésorier de la Municipalité de Saint-Michel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Michel (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LLG CPA inc.¹

¹ CPA auditrice CGA, permis de comptabilité publique no A122500
Saint-Rémi, le 2 juin 2021

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	4 124 904
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	127 313
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	15 959
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	3 981 632

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	52 197 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	526 003 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	289 100 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,3772 / 100 \$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Michel | 68050 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 188 333
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 188 333

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	175 600
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	322 500
Autres		
▪ Eaux usées - Usine Neuchâtel	14	59 400
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	418 800
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	976 300
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	976 300
	27	4 164 633

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	12 000
	9	12 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	12 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	12 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x	/100 \$				
	Taxe foncière générale (taux unique)						
2	395 144 568 x	0,5300	/100 \$				
3	3 740 500 x	0,5300	/100 \$				
4	21 579 632 x	1,0800	/100 \$				
5	4 837 100 x	1,1560	/100 \$				
	Terrains vagues desservis						
6	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
7	Autres	x	/100 \$				
8	Immeubles agricoles	0,4700	/100 \$				
9	Total		3 188 333				3 188 333
Taxes spéciales							
10	Service de la dette (taux unique)	x	/100 \$				
11	Service de la dette (taux variés)						
12	Résiduelle (résidentielle et autres)	x	/100 \$				
13	Immeubles de 6 logements ou plus	x	/100 \$				
14	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
15	Immeubles industriels	x	/100 \$				
16	Terrains vagues desservis						
17	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
18	Autres	x	/100 \$				
19	Immeubles agricoles	x	/100 \$				
20	Total						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
	Taxes sur la valeur foncière							
	Taxes générales							
	Taxes spéciales							
	Activités de fonctionnement (taux unique)	19	X	/100 \$				
	Activités de fonctionnement (taux variés)	20	X	/100 \$				
	Résiduelle (résidentielle et autres)	21	X	/100 \$				
	Immeubles de 6 logements ou plus	22	X	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels	23	X	/100 \$				
	Immeubles industriels							
	Terrains vagues desservis	24	X	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels	25	X	/100 \$				
	Autres	26	X	/100 \$				
	Immeubles agricoles							
	Total	27						
	Taxes spéciales							
	Activités d'investissement (taux unique)	28	X	/100 \$				
	Activités d'investissement (taux variés)	29	X	/100 \$				
	Résiduelle (résidentielle et autres)	30	X	/100 \$				
	Immeubles de 6 logements ou plus	31	X	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels	32	X	/100 \$				
	Immeubles industriels							
	Terrains vagues desservis	33	X	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels	34	X	/100 \$				
	Autres	35	X	/100 \$				
	Immeubles agricoles							
	Total	36						
	Valeur locative imposable							
	Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	X	%				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 _____ \$
Égout	2 _____ 200,00 \$
Eau et égout	3 _____ \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 _____ 226,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Dettes - Réseau d'égout	499,4600	4 - tarif fixe (compensation)	Règlement 228-1 (Égout)
Dettes - Réseau d'égout excédent	62,7300	4 - tarif fixe (compensation)	Règlement 2015-228-2
Entretien - Usine Neuchâtel	560,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Traitement des eaux usées

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	4 164 633
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	148 968
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	4 015 665

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	592 379 400
---	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	0,6779 / 100 \$
--	----	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATEGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Non audité							
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	233 060	55 917			19 825	785 265
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	233 060	55 917			19 825	785 265

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Résidentielles		Résiduelle		Total
	Résidentielles	Résidences	Agriculture	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	2 094 266			3 188 333
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	418 800			418 800
Autres	5	557 500			557 500
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	3 070 566			4 164 633

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	572 024	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____	\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-15	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	4 471 300	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	465 100	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	519 000	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	140 000	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Daniel Prince, atteste que le rapport financier de Municipalité de Saint-Michel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 8 juin 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Saint-Michel.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Saint-Michel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Saint-Michel détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-08 08:40:09

Date de transmission au Ministère :